

Option : problème économiques et sociaux

A l'aide des documents joints et de vos connaissances personnelles, vous répondrez aux questions suivantes :

QUESTION 1

Définir la notion d'inflation. Comment le taux d'inflation est-il calculé ?

L'inflation est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix. Elle doit être distinguée de l'augmentation du coût de la vie. La perte de valeur de la monnaie est un phénomène qui frappe l'économie nationale dans son ensemble (ménages, entreprises, etc.).

L'indice des prix à la consommation (IPC) est utilisé pour évaluer l'inflation. Cette mesure est partielle étant donné que l'inflation couvre un champ plus large que celui de la seule consommation des ménages.

Question 2

L'inflation est-elle bonne pour l'économie ?

Une hausse régulière mais modérée du niveau général des prix est l'objectif principal des politiques monétaires conduites par les grandes banques centrales. À ce titre, une progression de l'inflation de l'ordre de 2 % par an est considérée par la Banque centrale européenne (BCE) comme une cible optimale.

À un niveau modéré d'inflation sont, en effet, associés plusieurs avantages :

Cela permet aux entreprises d'ancrer leurs anticipations de hausses des prix à moyen et long terme. Le caractère prévisible de ces dernières est favorable à la prise de décision d'investir, car il réduit l'incertitude sur les revenus futurs engendrés par l'investissement.

Cela incite par ailleurs les ménages à placer leurs excédents de liquidités plutôt que de les thésauriser ou de les conserver sur leurs comptes bancaires.

Cela permet également de conserver les taux d'intérêt à des niveaux peu élevés, puisque la banque centrale qui fixe les taux d'intérêt directeurs n'a pas besoin de restreindre les conditions de crédit pour atteindre son objectif de politique monétaire. Ceci est favorable à la croissance économique car les ménages et les entreprises peuvent emprunter à des conditions financières incitatives, tant en termes nominaux (le niveau des taux d'intérêt) que réels (le niveau des taux d'intérêt diminué de l'inflation).

Une inflation trop forte est toutefois nocive

Cela entraîne une dégradation de la compétitivité prix des produits fabriqués dans le pays par rapport aux produits fabriqués à l'étranger.

Cela renforce l'incertitude quant au niveau futur des prix.

Cela pénalise les ménages si leurs salaires ne sont pas indexés sur la hausse des prix. Ils subissent alors une perte de pouvoir d'achat qui peut les amener à réduire leur consommation ou à désépargner pour maintenir leur niveau de vie.

QUESTION 3

Définir le pouvoir d'achat. Comment le pouvoir d'achat est-il mesuré ?

Le pouvoir d'achat correspond à la quantité de biens et de services qu'un revenu permet d'acheter. Le pouvoir d'achat dépend alors du niveau du revenu et du niveau des prix. L'évolution du pouvoir d'achat correspond donc à la différence entre

l'évolution des revenus des ménages et l'évolution des prix. Si la hausse des revenus est supérieure à celle des prix, le pouvoir d'achat augmente. Dans le cas contraire, il diminue.

Pour calculer le pouvoir d'achat des ménages, il faut prendre en compte le revenu disponible des ménages, c'est-à-dire les revenus d'activité, augmentés des prestations sociales reçues et diminués des impôts versés.

L'indice des prix à la consommation calculé par l'Insee permet d'estimer entre deux périodes données la variation du niveau général des prix des biens et services consommés par les ménages. L'évolution des prix à la hausse correspond à l'inflation qui mesure la variation moyenne des prix des produits (biens et services) consommés par les ménages.

Question 4

Quels sont les instruments d'une politique monétaire ?

Afin de maintenir l'inflation à un niveau bas et stable de façon durable, les banques centrales disposent de plusieurs instruments.

Le principal instrument de la politique monétaire est le pilotage des taux d'intérêt directeurs et des taux d'intérêt du marché monétaire (marché interbancaire). Rappelons que le taux d'intérêt représente le "loyer" (le prix) de l'argent prêté. Il est payé par l'emprunteur.

Les taux directeurs correspondent aux taux d'intérêt que la banque centrale applique aux banques commerciales auxquelles elle accorde des prêts (cette opération correspond au refinancement des banques par la banque centrale).

La banque centrale a ainsi la possibilité de faire varier le coût de la monnaie en fonction de la conjoncture économique. Les taux directeurs déterminent le niveau des autres taux bancaires, notamment ceux auxquels les banques commerciales accordent des crédits aux agents économiques (ménages, entreprises, etc.). On parle de "taux directeurs" car ils influent indirectement sur tous les autres taux d'intérêt. La demande de crédit va ainsi augmenter ou ralentir en fonction des taux directeurs. La banque centrale peut déterminer grâce à cet instrument le niveau de la création monétaire, c'est-à-dire la monnaie en circulation dans l'économie, créée via les crédits accordés par les banques commerciales.

Le marché interbancaire permet aux banques de se prêter chaque jour des liquidités à court terme. Sur ce marché, le niveau des taux est déterminé par le jeu de l'offre et de la demande de monnaie. Comme la banque centrale est un acteur très important sur le marché monétaire son action permet d'orienter les taux.

À travers le circuit du financement de l'économie, la politique monétaire exerce une action sur l'évolution des prix et de l'activité économique (en influençant les décisions de consommation ou d'investissement).

Parmi les autres instruments de la politique monétaire on peut citer :

Les facilités de prêt ou de dépôt qui permettent aux banques commerciales d'emprunter ou de déposer des liquidités auprès de la banque centrale (pour une durée d'un jour à une semaine).

Le système des réserves obligatoires qui sont des dépôts rémunérés que les banques doivent effectuer auprès de la banque centrale.

L'introduction de taux d'intérêts négatifs afin de faire payer aux banques commerciales leurs dépôts à vue à la BCE pour les inciter plutôt à prêter ces fonds ;

L'adoption d'une politique de taux directeurs très accommodante afin d'encourager la demande de liquidités par les banques commerciales avec l'octroi notamment de prêts à plus long terme ;

ANNEXE 1 les echos.fr

La forte inflation ampute le pouvoir d'achat des Français, alertent les économistes

La commission des Finances du Sénat a auditionné ce mercredi plusieurs économistes sur « les perspectives et les conséquences à moyen terme » de la forte hausse des prix en France. La question du pouvoir d'achat des ménages a été longuement évoquée.

En 2021, l'inflation a été l'invitée surprise en France. En décembre, elle a atteint un niveau très élevé de 2,8 % en glissement annuel, selon les estimations provisoires de l'Insee. Le sujet prenant une tournure politique, la commission des Finances du Sénat a décidé de se pencher sur « les perspectives et les conséquences à moyen terme » du phénomène en auditionnant mercredi les économistes.

Selon eux, le phénomène est parti pour durer encore plusieurs mois. « Après une évolution des prix de 0,9 % par an sur la période 2015-2020, nous prévoyons que l'inflation se maintiendrait au-dessus de 2,5 % à horizon de la mi 2022 », a indiqué le directeur général de l'Insee Jean-Luc Tavernier. Charles-Henri Colombier chez Rexecode a estimé, lui, qu'il fallait réévaluer les prévisions réalisées à la fin de l'an dernier. « En décembre, nous anticipons une inflation un peu supérieure à 2,5 % en 2022. Aujourd'hui, on ne serait pas loin de 3 % », a-t-il indiqué.

Hausse des prix des produits alimentaires

Dans ce concert, la Banque de France a de nouveau fait entendre une voix un peu différente. L'institution monétaire table toujours sur le scénario d'une « bosse » de l'inflation suivie d'un recul lui permettant de revenir sous les 2 %, en données harmonisées, - un indicateur différent de celui de l'Insee -, d'ici à la fin de l'année (contre 3,4 % en décembre 2021).

Pour son directeur général, Olivier Garnier, l'incertitude porte « sur l'ampleur et la durée de la bosse ». Les aléas sont nombreux compte tenu du variant Omicron. En tout état de cause, l'inflation s'installera à un niveau plus élevé qu'avant la crise sanitaire.

L'année passée, c'est d'abord la flambée des cours de l'énergie qui avait nourri la hausse des prix. Se sont ajoutées l'envolée des coûts du transport, les pénuries et les désorganisations des chaînes de production qui ont suivi.

En 2022, tout va encore dépendre des soubresauts de la pandémie. Pour autant, « le consensus global est que ce choc d'offre devrait se résorber, probablement au premier semestre », a relevé Christophe Blot, directeur adjoint de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Au cours des prochains mois, l'inflation devrait plutôt être portée par la hausse des prix des biens manufacturés et alimentaires, selon Jean-Luc Tavernier. Et pour cause : les prix de production dans l'industrie ont bondi de 16 % sur un an en novembre 2021, et les prix agricoles à la production se sont eux aussi envolés.

Désormais les entreprises sont de plus en plus nombreuses à vouloir répercuter sur le consommateur les augmentations de coûts subies. Cette situation risque d'attiser les revendications salariales. D'ores et déjà la Banque de France anticipe une hausse annuelle de l'ordre de 3 % des salaires, contre 2 % avant la crise sanitaire.

Le pouvoir d'achat, priorité des Français

Face aux poussées inflationnistes resurgit la question du pouvoir d'achat des ménages touchés au portefeuille par l'augmentation des dépenses contraintes (énergie, alimentation etc.). Sur ce sujet politiquement très sensible, les projections de Rexecode sont pessimistes : « Le pouvoir d'achat par ménage devrait se dégrader en 2022 et 2023 », a prévenu Charles-Henri Colombier. L'Insee anticipe aussi un repli au premier semestre. La banque centrale n'est toutefois pas sur la même ligne et s'attend à une progression cette année (+ 0,6 % prévu), mais moindre qu'en 2021 (+1,7 %).

Le pouvoir d'achat s'impose comme la première préoccupation des Français dans la campagne présidentielle. L'exécutif a pris les devants en dégainant une série de mesures pour contrer les effets de l'envolée des cours de l'énergie. Tous les candidats affûtent leurs propositions pour répondre aux inquiétudes des électeurs.

ANNEXE 2

Le pouvoir d'achat : une notion pertinente ? Vie-publique.fr

Le pouvoir d'achat est une réalité quotidienne pour les Français. C'est aussi un outil statistique élaboré et utilisé par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Ressenti au quotidien et chiffres sont toutefois souvent en décalage. Mais à quoi correspond exactement la notion de pouvoir d'achat ?

Sondages d'opinion et campagnes électorales en sont l'écho : le pouvoir d'achat est une préoccupation majeure des Français. À quelques mois du premier tour de l'élection présidentielle de 2022, ce sujet fait partie encore une fois des thèmes de la campagne électorale.

Entre ressenti des ménages et chiffres des économistes, le décalage peut être flagrant. Si un statisticien établit une augmentation du pouvoir d'achat, le consommateur constatera qu'à un moment donné du mois, il n'est plus en mesure d'acquérir les biens ou les services qu'il aurait pu acheter auparavant à la même date.

Plus que le pouvoir d'achat en lui-même, c'est donc son évolution qui intéresse les ménages, les économistes et les politiques, au travers respectivement de leur ressenti, de leurs analyses ou encore de leurs actions.

Le pouvoir d'achat : de quoi s'agit-il ?

En octobre 2018, naît en France le mouvement des Gilets jaunes. En cause, l'augmentation de la taxe carbone. Elle est ajoutée au prix final de l'essence, du gazole, du fioul ou du gaz naturel. Dans le contexte d'une forte hausse du prix des carburants, cette mesure est perçue comme une atteinte au pouvoir d'achat dont l'augmentation sera une des revendications principales des Gilets jaunes. Mais, comment définir cette notion de pouvoir d'achat ?

Selon la définition de l'Insee sur le pouvoir d'achat(nouvelle fenêtre), "le pouvoir d'achat correspond au volume de biens et services qu'un revenu permet d'acheter". Son évolution est liée à celles des prix et des revenus (travail, capital, prestations familiales et sociales...).

Si la hausse des revenus est supérieure à celle des prix, le pouvoir d'achat augmente. En revanche, si la hausse des prix est supérieure à celle des revenus, le pouvoir d'achat baisse.

Ainsi, une augmentation des prix ne signifie pas forcément une baisse du pouvoir d'achat si la croissance des revenus est plus forte que celle des prix.

La revendication d'un pouvoir d'achat fort repose moins sur l'augmentation des revenus d'activité (principalement les salaires) et la baisse des prix que sur une augmentation des revenus supérieure à celle des prix. Selon beaucoup d'économistes, mieux vaut une inflation légère que pas d'inflation du tout.

Par ailleurs, les seuls revenus d'activité ne suffisent pas à calculer le pouvoir d'achat des ménages. Il est nécessaire de prendre en compte les prestations sociales et les impôts versés. La mesure de l'évolution du pouvoir d'achat des ménages peut donc s'avérer complexe. [...]

ANNEXE 3

economie.gouv.fr La politique monétaire de la Banque centrale

Chaque établissement bancaire est tenu de disposer d'un compte auprès de la Banque centrale. C'est grâce à ces comptes bancaires que la Banque centrale européenne (BCE) met en place la politique monétaire.

Le taux des réserves obligatoires

La BCE impose à toutes les banques commerciales de « déposer » sur leur compte (auprès d'elle) un pourcentage des dépôts qu'elles collectent. Si le taux des réserves obligatoires est de 1 %, cela signifie que si une banque accorde un crédit de 1000 €, elle crédite le compte de dépôt de son client d'autant et doit alors déposer 10 € à la BCE.

Plus le taux des réserves obligatoires est faible, plus les banques pourront accorder des crédits. Si la BCE décidait de baisser ce taux à 0,5 %, lorsqu'une banque prête 1000 €, elle ne devrait plus déposer que 5 € à la BCE au lieu des 10 € précédemment.

Inversement, si la BCE augmente ce taux à 2 %, les banques pourront accorder moins de prêts car pour 1000 € prêtés, 20 € au lieu de 10 € précédemment devront être déposés à la BCE et seront donc « gelés ». Cet instrument est aujourd'hui peu utilisé par la BCE. La seule modification du taux des réserves obligatoires remonte au 18 janvier 2012, où il est passé de 2 % à 1 %. Il n'avait pas évolué auparavant.

Les interventions sur le marché interbancaire

Les interventions de la BCE sur le marché interbancaire, dites « opérations d'open market » (voir encadré ci-dessous), se situent au cœur de sa politique monétaire. Quand une banque a besoin de liquidités pour honorer les paiements effectués par ses clients (si ses clients retirent plus d'argent de leurs comptes qu'ils n'en déposent), elle les emprunte à une autre banque. De l'autre côté, quand une banque a des liquidités disponibles (ses clients remettent plus d'argent sur leurs comptes qu'ils n'en retirent), elle les propose aux autres banques. C'est ce que l'on appelle le marché interbancaire. Les banques se prêtent pour des durées très courtes, parfois seulement pour 24 heures, et jusqu'à un an. Les paiements entre banques se font exclusivement par l'intermédiaire des comptes qu'elles détiennent à la banque centrale. C'est pourquoi on parle de « monnaie banque centrale ». Cette monnaie n'est utilisée par les banques que sur le marché interbancaire et ne circule donc pas dans l'économie.

Que sont les opérations d'open market ?

Il s'agit d'interventions de la Banque centrale sur le marché monétaire consistant à fournir ou retirer des liquidités aux établissements financiers via des achats ou des

ventes de titres et ainsi influencer à la baisse ou à la hausse le taux du marché monétaire.

Les taux d'intérêt sur le marché interbancaire servent de référence aux banques pour fixer les taux d'intérêt des crédits qu'elles accordent à leurs clients.

Mais quand une banque ne trouve pas le montant nécessaire auprès des autres banques, elle peut s'adresser à la BCE qui va lui prêter ces liquidités à un taux d'intérêt appelé « taux des opérations principales de refinancement ». La banque doit pour cela apporter à la BCE des garanties sous la forme de titres de créances de qualité qu'elle détient. On dit qu'elle se « refinance » auprès de la Banque centrale. C'est le mode principal d'intervention de la BCE. Celle-ci a modifié le taux de ces opérations principales de refinancement à 40 reprises depuis sa création en 1999 (21 baisses et 19 hausses).

Si la BCE augmente le taux de ses opérations de refinancement, les banques vont répercuter cette hausse sur le coût des crédits qu'elles accordent. Les agents économiques vont être plus réticents à emprunter et vont alors réduire leur consommation (pour les particuliers) ou leur production (pour les entreprises).

Inversement, si la BCE diminue le taux de refinancement, les banques vont diminuer le taux d'intérêt de leurs crédits. Les agents économiques vont être plus enclins à emprunter et vont alors augmenter leur consommation (pour les particuliers) ou leur production (pour les entreprises).

En cas de tensions sur le marché interbancaire (les banques ne veulent plus se prêter), la Banque centrale peut aussi fournir des liquidités (octroi de prêts temporaires garantis par des titres par exemple) ce qui a pour effet de faire baisser le taux du marché monétaire. En sens inverse, elle peut également intervenir pour retirer des liquidités (elle vend aux banques des titres de dette publique par exemple) et orienter le taux du marché monétaire à la hausse.

Les facilités permanentes

Les facilités permanentes sont gérées de façon décentralisée par les banques centrales nationales membres de la zone euro. Elles sont réalisées sans appel d'offre, à la demande des banques sans limitation de montant ou à l'initiative de chaque banque nationale.

Elles permettent de fournir ou de retirer des liquidités par le biais de prêts ou de dépôts d'une durée de 24 heures. Le taux d'intérêt de ces opérations est fixé par la BCE. Ils déterminent respectivement le taux plafond et le taux plancher du marché interbancaire au jour le jour.